Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1592

Artikel: Uli Windisch : sociologiquement correct?
Autor: Simioni, Olivier
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1019054

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Sociologiquement correct ?

Un professeur universitaire a le droit de participer au débat public. Ce sont les idées qu'il faut discuter et non pas son engagement.

Uli Windisch, professeur de sociologie à l'Université de Genève, spécialiste de la communication et de l'analyse de discours, a pris pour habitude de troubler ceux qui pensent encore que la sociologie est forcément une alliée de la gauche. Il estime que les campagnes de l'UDC n'ont rien de choquantes ou prétend, par exemple, que l'on aurait dû interdire les manifestations anti-G8 à Genève. Cela lui vaut bien entendu quelques inimitiés, notamment auprès des étudiants genevois en sociologie. Le 6 février dernier, une dizaine d'entre eux ont écrit à la *Tribune de Genève* pour dénoncer ses propos dans le cadre des élections fédérales. Leur article est intitulé: *Pour une sociologie objective, critique et représentative.* Que reprochent-ils à Uli Windisch? Il aurait, «sous une apparence d'objectivité et de neutralité», soutenu des idées politiques. Il aurait également utilisé des statistiques «sans contextualisation et sans explication». Bref, le sociologue, conscient du statut de professeur, profiterait de son autorité pour donner du poids à ses idées politiques.

On peut comprendre la réaction des étudiants. Uli Windisch est souvent complaisant avec l'UDC et, en particulier, avec sa manière de communiquer. Les campagnes médiatiques de cette dernière sont souvent à la limite du supportable et il ne paraît pas souhaitable de cautionner cette forme de communication agressive. Néanmoins, la réaction des étudiants, dans sa forme, est inacceptable et contradictoire. Elle remet tout simplement en question la liberté d'expression et le droit, voire le devoir, qu'ont les intellectuels de participer aux débats de société. Les étudiants ne reprochent en effet pas tant au sociologue genevois ses idées politiques que son droit, en tant que sociologue, d'exprimer un point de vue situé. Or, la sociologie a depuis longtemps fait le deuil de l'objectivité totale. Les sociologues sont tiraillés entre une multitude de courants de pensée qui, qu'on le veuille ou non, rejoignent des préoccupations politiques. L'exemple le plus spectaculaire de ces dernières années est évidemment le Français Pierre Bourdieu qui, à partir d'une carrière scientifique brillante, s'est transformé en un militant actif dans les milieux de gauche.

Contester le fond

Le paysage intellectuel romand est lui-même composé d'une multitude de chercheurs ou enseignants universitaires qui participent directement à la vie politique, parfois comme élus. On se rappellera de la carrière politique d'un autre sociologue genevois, Jean Ziegler. Faut-il interdire à ces personnalités de s'exprimer publiquement? Le tort des étudiants genevois est, finalement, de ne pas s'attaquer au fond. Comme n'importe quelles autres interventions publiques, celles d'Uli Windisch sont soumises à débat. Comme n'importe quel autre travail sociologique, les écrits du professeur genevois sont critiquables. C'est la vocation même d'une publication scientifique. C'est donc sur ce terrain-là qu'il faudrait l'attaquer.

On pourrait par contre donner raison aux étudiants quand ils reprochent aux médias de manquer de représentativité. Non pas qu'on ait l'impression que les sociologues de droite ont plus la parole que ceux de gauche. Le cadre discursif de la télévision ou des grands journaux n'est pas toujours favorable à l'expression d'une pensée élaborée. Les interventions sont souvent courtes et très synthétiques. Les intellectuels à l'aise dans ce type de dispositif risquent ainsi de monopoliser le devant de la scène, menaçant le pluralisme que l'on souhaiterait voir dominer. C'est que, trop souvent confinés au rôle d'expert, les sociologues, et autres intellectuels, sont utilisés comme s'ils pouvaient représenter, individuellement, le monde scientifique. On donne ainsi l'image fausse d'une connaissance univoque. Or les scientifiques, tout particulièrement dans les sciences humaines et sociales, vivent dans le débat et le désaccord permanents. Le rythme médiatique imposé aujourd'hui empêche probablement l'expression de cette complexité. On peut le regretter. *os*

Le miroir de l'histoire

Il y a quarante ans, les socialistes romands se réunissaient à Yverdon. Thème des discussions, la propagande. René Meylan, directeur du journal Le peuple / La Sentinelle, *accusait les défaillances du parti face à une droite combattive et déjà néocapitaliste. Voici un extrait de son exposé.*

«La propagande bourgeoise est très différente aujourd'hui de ce qu'elle était avant la Deuxième Guerre mondiale. Cette évolution correspond à un stade nouveau du capitalisme : le néo-capitalisme. Dans l'ancien temps, la lutte des classes était violente et ouverte, l'exploitation des travailleurs et leur misère étaient manifestes, ce qui les conduisait à une conscience de classe, moteur de l'action socialiste et de sa propagande, alors que la propagande bourgeoise, assez grossière, défendait ses privilèges en donnant du socialisme une image horrifiante.

Le néo-capitalisme a rendu les choses plus compliquées. Ses caractéristiques principales sont :

- l'existence économique dans notre pays d'un prolétariat de 800 000 travailleurs étrangers qui n'ont pas d'existence politique, ce qui affaiblit le mouvement politique ouvrier ;
- les modifications structurelles intervenues parmi les salariés suisses : alors qu'en 1920, par exemple, on comptait 5

Suite en page 7